

Société | A Saint-Just-le-Martel, on n'a pas perdu le sens de l'humour



Une centaine de personnes, élus, dessinateurs et habitants se sont réunis samedi à 11h pour exprimer leur mécontentement contre le projet de Maison internationale du dessin de presse à Paris annoncé le 11 janvier par Emmanuel Macron. Un choix qui ne passe pas dans cette bourgade rurale qui organise depuis 40 ans le Salon international du dessin de presse, de l'humour et de la caricature.

On y a cru trois secondes à la bonne blague de Joël Garestier, le maire de Saint-Just-le-Martel. Alors qu'il venait de commencer son discours en remerciant les élus et habitants présents à la manifestation, son portable sonnait. « Allô Emmanuel, oui, oui d'accord, au revoir Manu... C'était mon adjoint à l'urbanisme ! ». Des éclats de rire ont fusé dans l'assistance suivis d'applaudissements. S'il n'a pas perdu son sens de l'humour, l' élu n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a raconté la manière dont il avait appris la nouvelle en début de semaine. « Il y a plus de deux mois que nous demandions une entrevue avec le président afin de pouvoir lui exposer notre projet. Une visioconférence avait été convenue lundi 10 janvier avec la conseillère culturelle de l'Élysée à 18h mais nous apprenions, dès le matin par le président du Conseil départemental de la Haute-Vienne, le choix retenu. Quel mépris ! Nous n'avions même pas pu présenter le projet porté par le Centre, par toutes nos collectivités, les parlementaires, les élus... »

« Un lieu de défense de la liberté d'expression »

Entre déception et incompréhension, les manifestants rencontrés partageaient ce sentiment d'injustice malgré la légitimité d'un projet haut-viennois bien ficelé et bénéficiant d'une légitimité naturelle. Une légitimité balayée par le centralisme parisien qui passe mal. « Mépris, suffisance et condescendance sont bien les attitudes que nous avons ressenties à l'égard du projet poursuit le premier magistrat, encore un exemple de jacobinisme, de centralisme, de parisianisme. Oui nous sommes profondément déçus mais pas abattus. Saint-Just sera toujours un lieu de défense de la liberté d'expression, de la caricature, de dessin de presse et d'humour ».

De nombreux dessinateurs avaient apporté leur soutien au projet martellois lors du salon du dessin de presse en octobre dernier. Des dizaines de dessins ont été accrochés devant le Centre international. Fervent défenseur du projet, le dessinateur Placide a dénoncé la décision présidentielle arguant de l'antériorité de Saint-Just. « Gérard Vandenbroucke (NDLR maire de Saint-Just-le Martel de 1989 à 2014) a créé ce salon en 1982 et en 2011, un centre permanent a pris

naissance ici. Il y a des collections, des expositions, un esprit, une histoire, une mobilisation de toute une population autour. La Région, la Ville et la métropole étaient prêtes à soutenir ce projet. Historiquement, cela aurait dû se faire ici ».



Dans son

discours, Joël Garestier, le maire de Saint-Just-le-Martel a fustigé le centralisme parisien "qui méprise les territoires"

Malgré l'immense désillusion, le maire compte faire entendre la voix de Saint-Just après avoir été contacté par le conseiller territoires de l'Élysée suite à l'émoi suscité par cette décision. « Le centre du dessin de presse a depuis longtemps de nombreux projets qui n'ont pas pu être réalisés faute de moyens, nous serons évidemment force de proposition ». Dernier point qui agace et inquiète, l'ouverture d'un centre de conservation des ressources à Amiens « c'est une provocation » lance-t-il. Il ne faudrait pas que l'humour vire au noir.

Corinne Mérigaud

Credit Photo : Corinne Mérigaud

Publié sur aqui.fr le 15/01/2022

[Url de cet article](#)